

Chômeurs, demandeurs d'emploi, stagiaires, CES, RMistes, précaires

Ne vous laissez pas emporter par la tempête !  
Contactez AC ! Agir ensemble contre le chômage

N°113  
MAI 2008

## ENCORE UNE RÉFORME ULTRALIBÉRALE : LE MASSACRE DU CODE DU TRAVAIL

Qui a entendu à la télévision, qui a lu dans un journal la destruction opérée sur le code du travail par Chirac, Sarkozy, Larcher et Fillon ? Le silence a été assourdissant.

Depuis le 16 Février 2005 de manière sournoise une commission constituée de 5 rédacteurs a totalement réécrit ce code en faveur du patronat et en défaveur des 16 millions de travailleurs du privé. Le code du travail est le droit le plus sûr, le plus quotidien car il est la base de l'État de droit dans les entreprises, c'est à dire qu'il régit tous les rapports entre salariés et patrons. Et il est le fruit de 130 ans de luttes, de revendications, de grèves car jamais le patronat ne lâche des avantages généreusement.

Le contenu du "nouveau" code du travail "rénové", réécrit" est un outil au service de la destruction des droits des travailleurs. Qu'on en juge :

- L'inspection du travail est démantelée : elle perd son

indépendance comme le garantissait la convention 81 de l'organisation internationale du travail, car les inspecteurs du travail ont leurs missions qui éclatent sur plusieurs ministères. Ils deviennent dépendant du pouvoir politique.

- Le droit de grève est introduit dans la partie "négociation collective" alors que c'est un droit constitutionnel non négociable.

- Les prud'hommes sont quasiment supprimés (63 l'ont déjà été par la ministre Dati) et le texte renvoie les litiges "au juge judiciaire".

- Le nombre de délégués du personnel dans l'entreprise baisse et leur rôle est réduit

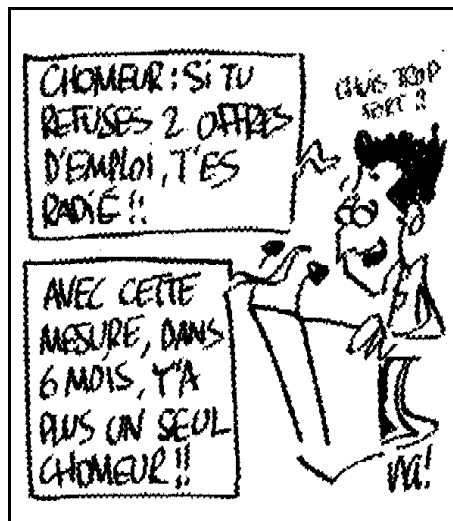
- Il n'y a plus aucune exigence de formation pour exercer la médecine du travail.

- Le contrat d'apprentissage n'est plus reconnu comme un contrat de travail.

- Les contrats de travail sont de plus en plus précaires et les opérations de prêt de main d'œuvre à but lucratif jusqu'ici interdites sont élargies.

- Il y a une quasi suppression du

(Suite page 2)



**Appel à la mobilisation  
le 20 mai concernant  
les contrôles et  
radiations, et offres  
valables d'emploi.  
N'hésitez pas à nous  
consulter**



### SOMMAIRE

Page 1 : Massacre code du travail

Page 2 : Fraudes et assistanat

Page 3 : Mondialisation libérale

Page 4 : Durée du travail

### RÉSISTER est le bulletin d'AC ! Besançon

**AC ! Agir ensemble contre le chômage** est un mouvement national avec des collectifs locaux répartis dans toute la France. **AC ! Besançon** est un collectif d'individus : privé d'emploi, salariés, étudiants et retraités qui luttent ensemble contre le chômage et l'exclusion.

**AC ! défend** les chômeurs et les exclus dans leur vie quotidienne, agit pour leur dignité, contre les tracasseries administratives, les radiations, etc...

**AC ! explique** les vraies raisons du chômage, propose des solutions, se bat pour les faire aboutir.

A Besançon **AC !** intervient auprès de l'ANPE, des ASSÉDIC, des transports, de la Municipalité, des députés.

**N'hésitez pas à nous contacter.**

# FRAUDES ET ASSISTANAT

## Notre part de vérité

De manière récurrente les médias nous abreuvent de reportages concernant les demandeurs d'emploi et autres précaires qui passeraient leur temps à s'ingénier à découvrir toutes sortes de moyens pour tenter d'obtenir de la collectivité, sans trop se fatiguer, des moyens d'existence insoupçonnée de la masse laborieuse. Qui ne se souvient de cet article du Point, il y a un an et demi qui avait, avec la bénédiction d'un certain Thierry F. de Roanne bénéficiaire de l'ASS depuis plus de vingt ans, dénoncé le fait qu'il était possible avec ce maigre subside d'être propriétaire de son appartement, de posséder un véhicule et d'avoir durant ce laps de temps trouvé les moyens d'échapper à tous contrôles lui permettant de ne pas travailler. Nous ne sommes pas sûr que la Direction du travail de la Loire en charge de ces contrôles ait apprécié.

À notre tour, nous évoquerons ci dessous des situations qui n'ont pas défrayé la chronique et n'ont fait pour certaines d'entre elles que l'objet de vagues communiqués. Florilèges :

### Fraudes

- Laurence Pineau-Valenciennes, la fille du capitaine d'industrie, soumise à l'ISF, vient d'être condamnée à une peine de 8 mois de prison avec sursis et 25.000 euros d'amende pour avoir touché le RMI pendant 6 ans.

- Les 200 "évadés" français du Liechtenstein ont détourné une somme globale évaluée pour l'instant à 1 milliard d'euros, soit une moyenne de 5 millions chacun.

- Intermittents : la Cour des comptes a découvert que près de 16% des prestations étaient payées avec plus d'un an de retard. Mais, surtout, plus de 8% des cotisations des employeurs ne sont jamais versées aux employés. Soit 16 millions d'euros par an non versés.

- Nous décernerons une palme particulière au député-maire d'Aulnay sous bois qui a perçu pendant près de 9 mois 1500 euros

d'allocations Assedic en plus de son salaire de député alors que son statut de parlementaire ne l'y autorise pas.

En fait la fraude aux Assedic correspond à 0,61% des allocations versées. Et c'est de l'aveu même du responsable de la mission de lutte contre la fraude à la CNAF qui constate que : "les cas de fraudes sont très rares : une centaine par an". Soit 35,1 millions de fraude par an sur 60 milliards de budget (0,05%). Des chiffres dérisoires par rapport aux 30 milliards estimés et annoncés par Eric Woerth, ministre du Budget.

Tout récemment, un ancien pharmacien et son fils médecin (tous deux certainement nécessaires) ont été condamnés à 18 mois de prison avec sursis et 15.000 € d'amende pour avoir escroqué... 314.000 € à la Sécu en falsifiant à grande échelle, sur une période de deux ans, les ordonnances de leurs patients.

### Assistanat : deux poids, deux mesures

La revalorisation des minima sociaux au début d'année a été de 1,6% pour le RMI et 1% pour les prestations familiales, alors que l'inflation a atteint 2,6% en 2007.

Denis Gautier-Sauvagnac, mis en examen en janvier dans l'affaire des retraits suspects de fonds dans les caisses de la fédération patronale, a négocié une indemnité de départ de 1,5 million d'euros. Chapeau l'artiste !

Frédéric Saint-Geours, nouveau président de l'UIMM, a déclaré qu'il entendait, "dans l'intérêt général", "conserver" les 101 mandats nationaux qu'il détient, de l'ANPE à l'Unedic, en passant par l'Agirc et l'organisme qui gère le 1% logement.

Le rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale indique que les dispositifs d'exonérations de charges patronales en faveur de l'emploi devraient atteindre le total impressionnant de 31,75 milliards

(Suite de la page 1) Massacre code du travail

droit pénal du travail : il n'y a plus de sanction en récidive prévue pour l'employeur : il y avait des condamnations possibles si les patrons n'organisaient pas de négociations sur les salaires, la durée et l'organisation du temps de travail, pour l'entrave au droit syndical. Ce sont de nouvelles libertés données aux patrons

- Dans les comités d'hygiène et de sécurité les obligations des travailleurs sont partagées avec celle des employeurs : un recul d'un siècle car jusqu'à ce jour seuls les patrons étaient responsables.

Le Medef est satisfait de cette nouvelle "réforme" ultralibérale" qui comme toutes celles de Sarkozy détruit les droits individuels et collectifs des salariés.

**Et nous, nous crions au scandale politique et social : mais que font l'opposition et les syndicats ?**

d'euros en 2008 (+ 13%), après 28 milliards en 2007 et 24 milliards en 2006.

Et les élections sont passées, alors, les exonérations en faveur de publics particuliers sont attendues en nette baisse en 2008 (- 8%). Traduction : ce résultat sera atteint par la réduction du nombre de contrats initiative e m p l o i , c o n t r a t s d'accompagnement dans l'emploi et contrats d'avenir.

Quand on aura ajouté que les entreprises qui ont recours aux CI-RMA (Contrat d'Insertion – Revenu Minimum d'Activité) leur permettent de percevoir le montant du RMI par les CAF et de n'avoir à régler aux bénéficiaires que le différentiel entre ce montant et le "salaire" généré par 20 h hebdomadaires payées au smic avec exonération de cotisations sociales, la seule question à se poser est de savoir qui sont les assistés sociaux dans ce pays

# MONDIALISATION LIBÉRALE

## Le beau rêve tourne au cauchemar

### 1980 : le capitalisme triomphant, la mondialisation s'accélère.

Il faut rappeler les envolées lyriques sur :

- L'eldorado des consommateurs : le développement miracle pour tous les peuples de la planète.
- La paix partout grâce à la prospérité
- Les "élites", les médias ringardisant toute critique envers la nouvelle idole du capitalisme.

### En fait, il n'y avait rien de nouveau sous le soleil.

J. Stiglitz, prix Nobel d'économie, le dit : "La mondialisation actuelle, n'est qu'une habile construction économique et financière, destinée à donner une plus grande marge de manœuvre au capitalisme". " Celui qui prétend que tout le monde est gagnant avec le grand marché est un imposteur".

2007, le PDG de la grande banque Morgan-Stanley ajoute : "Les salariés du Nord sont les grands perdants de la mondialisation. Les syndicats sont trop faibles pour obtenir une meilleure part du gâteau". " Le salaire médian stagne en pouvoir d'achat depuis 20 ans aux États-Unis, depuis plus de 10 ans en Europe".

### La mondialisation : réponse du capitalisme à la fin du colonialisme.

Le colonialisme a prévalu dans le monde jusqu'à la fin de la dernière guerre mondiale. La décolonisation s'est imposée sous la pression des peuples aspirant à se libérer de la tutelle occidentale. Le capitalisme a trouvé une nouvelle méthode : la colonisation économique et financière du Monde c'est à dire accéder ainsi aux richesses de la planète, celles du sous-sol, celles des terres cultivables, et l'utilisation d'une main d'œuvre très bon marché. Les multinationales américaines et européennes ont remplacé les armées coloniales. Et comme pour la

colonisation, médias et certains intellectuels se sont mis au service de cette nouvelle "civilisation planétaire".

Le capitalisme occidental comptait sur son avance technologique pour assurer sa supériorité pendant de nombreuses décennies.

### En 3 décennies

**la " mondialisation libérale" s'est transformée en cauchemar. L'avenir est lourd de menaces.**

### Les crises financières s'aggravent

"Cette crise est la plus grave depuis la dernière guerre mondiale" affirme le 19/03/08 Alan Greenspan (ex directeur de la banque fédérale américaine) "Pour sauver le système financier, les américains viennent de baisser de plus de moitié le taux d'intérêt directeur"... "du jamais vu"

La crise actuelle est typique de la cupidité financière. Les banques américaines ont prêté beaucoup pour l'achat de logements. Les clients solvables diminuant, afin de maintenir leurs profits, elles ont prêté aux familles pauvres, puis aux plus pauvres encore. Tout cela sans contrôle (libéralisme oblige). Comme les taux d'intérêt varient, toutes ces familles n'ont pu honorer les traites mensuelles. Des centaines de milliers de familles sont expulsées, des créances pourries ont été vendues dans tout le circuit financier occidental.

Les pertes sont gigantesques, 130 milliards de dollars à ce jour, la facture pourrait atteindre 400 milliards.

Cela rejaillit sur l'économie américaine. Celle-ci représente le tiers de l'économie mondiale. 2008 : États-Unis, croissance zéro, et demain ?

### Retour de l'inflation.

La forte inflation des années d'après guerre a été l'argument N°1 des libéraux pour imposer une économie faisant la part belle à "l'offre" c'est à dire aux financiers, aux employeurs, au détriment des salariés. Pourtant voici le retour de l'inflation.

L'énergie, l'économie mondialisée a battu tous les records de gaspillage de l'énergie fossile sans penser à demain.

L'alimentation (céréales et produits laitiers) un tiers des terres cultivables sont utilisées pour nourrir les animaux de boucherie. La boulimie de l'agroalimentaire pousse à la consommation excessive de viande. Un tiers des terres cultivables vont servir aux agrocarburants.

2007, la 8<sup>ème</sup> année consécutive ou nous consommons plus de céréales que nous en produisons. Les stocks de sécurité s'épuisent. Et demain ? 2006 États-Unis 300 millions d'habitants consomment 33 % de la production mondiale.

Chine 1300 millions d'habitants consomment 3,1 % de la production mondiale.

Inde 1100 millions d'habitants consomment 1,7 % de la production mondiale.

France 62 millions d'habitants consomment 5 % de la production mondiale.

### Cauchemar des échanges.

Le développement de l'après guerre s'est fait sur l'énergie pétrole très bon marché. Cette orientation a étouffé toute recherche d'énergies renouvelables.

La mondialisation des échanges se développe sur un transport très bon marché: bateaux porte conteneur, terminaux portuaires et flotte de camions sur les routes. Tout cela ne tient pas compte des nuisances sociales et environnementales. Cette orientation détruit la nécessaire autonomie locale, la qualité du vivre ensemble.

"Actuellement, il n'est pas plus coûteux de faire venir des marchandises d'Espagne en France que de Chine en France".

Tout vêtement parcourt 9000 km en moyenne lors de son élaboration. La Chine, l'Inde, le Sud Est asiatique sont les ateliers du monde. 40 % du PIB chinois exporté cela provoque des déséquilibres extérieurs et des

(Suite page 4)

(Suite de la page 3) Mondialisation libérale  
désordres intérieurs (infrastructures  
gigantesques et pollution).

Campagne présidentielle  
américaine : pour la première fois  
aucun des candidats n'ose parler du  
"libre commerce" mondial. Les  
nuisances de la mondialisation sont  
trop fortes.

#### L'environnement.

Trop de CO<sub>2</sub> provoque le  
réchauffement climatique, la planète  
va mal. Un exemple qui en dit long  
sur capitalisme et environnement :

D'un côté, le Grenelle de  
l'environnement est pour réduire le  
CO<sub>2</sub>, de l'autre des compagnies  
aériennes émettent des cris de  
victoire "Le ciel transatlantique  
s'ouvre"; Avec le nouvel accord ce  
seront 25 millions de passagers  
supplémentaires dans les 5 ans à  
venir.

#### **Perspectives 2008**

La croissance américaine est réduite  
à zéro, Japon 1 %, Europe 1,6 %,  
Chine chute des exportations (Les  
Etats-Unis représentent le tiers de  
l'activité économique mondiale)

Dans ce système, cela signifie plus  
de chômage et attaques multiples sur  
les protections sociales : le RSA  
"sauveur des minima sociaux" aux  
oubliettes, allocations chômage,  
retraites, etc...

Coté environnement ce sont  
beaucoup de paroles et peu d'actes  
concrets.

Que faire ?

#### Arrêter de croire en la sagesse de nos dirigeants

- Arrêter de croire qu'ils vont enfin  
se rendre compte de l'impasse  
dramatique actuelle et agir. On ne  
peut compter que sur nous. Il faut  
résister, combattre chaque tentative  
de réduire notre espace social vital.

- Il faudra aller plus loin, arracher  
des appétits privés les biens  
communs : l'énergie, l'eau potable,  
les transports, la communication, la  
relocalisation de l'économie.

**C'est notre avenir, celui de nos  
enfants qui sont en jeu**

## **DURÉE DU TRAVAIL**

### Durée légale :

Dans toutes les entreprises, quel que  
soit le nombre de salariés, la durée  
légale est de 35 heures  
hebdomadaire. Cela signifie que 35  
heures est la référence pour le  
déclenchement des heures  
supplémentaires.

### Durée réelle du travail :

Elle peut être inférieure ou  
supérieure à 35 heures à condition de  
respecter certaines règles. De la 36<sup>ème</sup>  
à la 39<sup>ème</sup> la majoration ne peut être  
inférieure à + 10 % pour les  
entreprises de 20 salariés ou moins.  
Pour les autres c'est + 25 % de la  
36<sup>ème</sup> à la 43<sup>ème</sup> puis + 50 % pour les  
suivantes.

### Les heures supplémentaires :

Elles sont obligatoires car  
l'employeur dispose d'un contingent  
d'heures supplémentaires qu'il peut  
faire effectuer à chaque salarié après  
simple information à l'inspecteur du  
travail et aux délégués du personnel.  
Ce nombre est fixé par décret ou par  
accord paritaire de branche ou  
d'entreprise.

Durée maximum journalière 10  
heures et par dérogation 12 heures  
Durée maximum hebdomadaire 48  
heures pour une semaine, 44 heures  
sur 12 semaines et par dérogation  
jusqu'à 60 heures.

### Heures d'équivalence :

Elles concernent certaines  
professions : restauration, casinos,  
coiffeurs etc...

Ces professions peuvent appliquer  
un horaire plus élevé que celui  
rémunéré. Ex : horaire de 38 ou 40  
heures payées 35.

Ces professions considèrent que les  
salariés ont des temps morts et ne  
sont pas occupés à temps plein, ils  
attendent le client.

**Pour nous contacter  
AC / BESANCON  
2 Rue Victor HUGO**

**☎ : 09.53.81.96.42**

**Fax : 03.81.81.62.25**

**E-mail : ac.besancon@free.fr**

**N'hésitez pas à consulter  
sans modération**

**Le site national des collectifs :**

**<http://www.ac-chomage.org>**

**Le site local :**

**<http://ac.besancon.free.fr>**

**Horaires d'ouverture :**

**Du lundi au vendredi**

**(sauf mercredi)**

**9 h à 12 h**

**13 h à 16 h**

**Permanences**

**au point public :**

**de Planoise**

**6 rue Pablo Picasso**

**Le vendredi 14 h à 16 h**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
TOUS LES MERCREDIS  
A 20 H 30**

**Qu'est ce qui est gratuit ?**

**Qu'est ce qui est ouvert à  
tous les chômeurs ?**

**Qu'est ce qui est accessible**

**quelque soit votre niveau ?**

**Qu'est ce qui est ouvert le**

**lundi après midi (14h-17h) ?**

**Qu'est ce qui est ouvert le**

**mardi et le mercredi**

**(9h-12h et 14h-17h) ?**

**Qui est ce qui vous offre**

**une formation gratuite**

**d'environ 3 h par jour ?**

**C'est l'atelier informatique  
de l'Association des Amis  
d'Agir ensemble contre le  
chômage**

**Coordonnées ci- dessus**

**Messagerie :**

**[atelinfoac@free.fr](mailto:atelinfoac@free.fr)**